

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

Peut-on classer le nucléaire et le gaz comme énergies de transition ?

[Latifa Madani](#)

Partie 1 – Mardi 11 janvier 2022

[La Commission européenne a présenté son projet de taxonomie](#), une labellisation verte des sources d'énergie incluant l'atome et le gaz. Manon Aubry (LFI), Pierre Laurent (PCF) et Marie Toussaint (EELV) réagissent à cette proposition.

Il faut sortir du gaz et du nucléaire pour sauver la planète



Marie Toussaint
Députée européenne EELV

Alerte ! La bataille européenne en cours sur les enjeux de la taxonomie est vitale. Ni plus ni moins. Il s'agit en effet de savoir si on change le logiciel de l'Union en matière d'énergie et de préservation de l'environnement ou si on s'entête dans un modèle qui nous mène vers l'abîme. Soit l'Europe décide de respecter l'accord de Paris et les objectifs fixés au sein du Green Deal et de sa loi climat, soit elle tourne le dos à ses engagements et encourage le financement des activités qui détruisent notre planète en décrétant que le nucléaire et le gaz sont des énergies « vertes ». C'est aussi simple que cela.

C'est également une question géostratégique. L'Europe prétend défendre un autre modèle que la Chine, les États-Unis ou la Russie. Elle doit donc s'émanciper le plus possible des chaînes qui l'entravent, et notamment de sa dépendance au gaz russe, sortir des fossiles et gagner la bataille des énergies renouvelables, dont les enjeux économiques planétaires sont colossaux. D'un point de vue français, quiconque croit à la souveraineté devrait s'interroger sur la dépendance et les enjeux géopolitiques de notre modèle énergétique et remettre en cause la fable ancienne sur le nucléaire gardien de notre autonomie. Nous ne possédons guère d'uranium et dépendons de celui des autres. C'est une réalité géologique. Mais, outre le fait que l'uranium soit extrait hors de nos frontières dans des conditions dramatiques pour les droits humains et l'environnement, le nucléaire est une énergie dangereuse et extrêmement coûteuse. Ne nous voilons pas la face sur la vertigineuse irresponsabilité de transmettre nos déchets nucléaires aux générations futures, pour des milliers d'années.

Le rythme de relance du nucléaire ne permet pas de répondre à l'urgence climatique, puisque les installations ne seraient pas fonctionnelles avant 2040. Les viviers d'emplois se situent quant à eux dans les alternatives aux fossiles et à l'atome. Raisons pour lesquelles plusieurs États membres

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

s'opposent fermement à la proposition du gouvernement français. Pour toutes ces raisons, la désignation du nucléaire comme investissement propre au sein de la taxonomie verte européenne est en soi une aberration écologique. Or, la taxonomie n'aurait intégré ni le gaz, ni le nucléaire sans l'activisme du gouvernement français, pour lequel il s'agit de financer son très dispendieux plan de relance du nucléaire qui devrait coûter à minima 150 milliards d'euros. Sans taxonomie, il serait en effet encore plus difficile, voire impossible, de trouver les financements nécessaires au financement des six nouveaux EPR et d'une série de mini-réacteurs. La triste réalité, c'est que Macron est prêt à sacrifier le climat sur l'autel de la préservation de l'industrie nucléaire. Le pacte toxique passé entre la France et les pays pro-gaz (protège mon nucléaire, je protégerai ton gaz) est un véritable recul : il porte atteinte à la planète au moment même où tout doit être fait pour la sauver. En intégrant le gaz à la taxonomie européenne, on encourage les investissements dans ce secteur fortement émetteur de GES. L'Agence internationale de l'énergie elle-même a pourtant appelé à ne pas ouvrir un seul nouveau puits d'exploitation d'énergies fossiles. Au niveau européen, pour respecter nos engagements climatiques, il faut sortir de la consommation de gaz d'ici à 2035, c'est-à-dire demain. La sortie du productivisme et de l'extractivisme fossile est urgente.

L'argent est le nerf de la guerre climatique. L'urgence est de consacrer tous nos investissements publics et toute notre capacité de mobilisation du secteur privé à sortir de la consommation et de la production d'énergies fossiles. Prétendre le contraire c'est mentir.

Utile à la décarbonation, le nucléaire est justifiée



Pierre Laurent

Sénateur, président du Conseil national du PCF

L'Union européenne adore les mots incompréhensibles du grand public. Ainsi vient-elle d'inventer la « taxonomie », un règlement européen aux conséquences pourtant tout à fait importantes. Ce règlement est une classification des activités économiques reconnues « durables » par l'Union européenne qui permettra d'indiquer aux investisseurs si leurs placements sont conformes aux objectifs du pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif final est la neutralité carbone en 2050 et l'objectif intermédiaire, la diminution de 55 % des émissions de carbone d'ici à 2030.

La taxonomie est donc censée inciter les flux financiers à s'orienter vers les activités « durables ». En vérité, elle accompagne la déréglementation du secteur de l'énergie tout en prétendant en corriger les effets par une bonne orientation de la « finance » vers le durable. Ainsi, en garantissant aux capitaux des rendements plus vertueux sur le long terme, on garantirait la trajectoire de la transition climatique. Dangereuse illusion en l'absence d'un service public fort de l'énergie et d'un débat citoyen éclairé sur les choix industriels de transition énergétique.

Cette limite clairement posée, il n'en reste pas moins que la taxonomie ne sera pas neutre en matière de financement. D'où l'importance du classement ou non de telle ou telle activité dans ce

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

règlement. Les énergies renouvelables ont été inscrites dès le printemps 2021 dans la taxonomie. Il restait à trancher la question du nucléaire et du gaz en raison de désaccords entre États européens. Le 31 décembre, Bruxelles a finalement proposé un texte qui inclut le nucléaire comme énergie de transition, reconnaissant l'impact positif de cette énergie non productrice d'émissions carbone. Mais certains contestent ce choix en raison de la question des déchets radioactifs. Plus contestable, car fortement émetteur de gaz à effet de serre, le gaz a été inclus aussi comme « énergie de transition » dans le cas où il se substitue au charbon, dont le bilan carbone est pire encore. L'inclusion du nucléaire, utile à la décarbonation, est amplement justifiée, et d'ailleurs son exclusion ne visait qu'un objectif : l'alourdissement des coûts d'investissement et du prix de l'électricité ainsi produite. C'est d'ailleurs ce que recherchait l'Allemagne en y voyant un potentiel rééquilibrage concurrentiel à son profit.

L'inclusion du gaz est, elle, beaucoup plus problématique car les effets sur le climat sont reconnus nocifs. On comprend mieux pourquoi l'interdiction des énergies fossiles n'a pas été retenue dans la déclaration finale de la COP26. Ce sont les mêmes lobbies qui agissent. Au total, le compromis sur la taxonomie proposé par la Commission de Bruxelles, souvent présenté comme un affrontement entre pro- et anti-nucléaire, révèle surtout les guerres du marché de l'énergie qui se mènent en Europe sur fond de déréglementation. On est bien loin des véritables enjeux environnementaux.

Les choix énergétiques et leur financement n'ont de sens que mis en rapport avec la remise en chantier de nos modes de production, l'utilité sociale de nos productions et de nos consommations et leurs conséquences sur l'avenir de la justice sociale et climatique. La seule logique du marché et de la finance est inapte à affronter ces enjeux, même sur la question essentielle des déchets radioactifs issus de la production nucléaire, qui nécessite la relance de la recherche à l'opposé de l'abandon du projet Astrid décidé en 2019.

Ne nous trompons de débat. Celui sur la taxonomie ne peut être, en matière d'énergie, celui qui cache la forêt des immenses enjeux d'une maîtrise publique et citoyenne renouvelée.

Un non-sens absolu et une irresponsabilité écologique



Manon Aubry

Députée européenne La France insoumise

2022 commence bien pour les énergies polluantes. Quelques heures avant la fin de l'année, la Commission européenne a officiellement proposé d'inclure le gaz et le nucléaire dans sa liste des activités « durables », leur ouvrant la porte à de nouveaux financements. Cette décision incompréhensible, alors que l'Europe ne respecte déjà pas l'accord de Paris, a été rendue possible par la mobilisation acharnée d'Emmanuel Macron, qui a pris la tête d'une coalition d'irresponsables avec les pays gaziers et l'extrême droite

européenne pour le plus grand bonheur des lobbies.

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

Le gaz et le nucléaire ne sont pas des énergies d'avenir. Le gaz fossile est la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de la production électrique en Europe. Quant au nucléaire, il est source de risques industriels avec lesquels on ne peut faire aucun compromis. Et il génère des déchets hautement radioactifs dont personne ne sait quoi faire. Les inclure dans la taxonomie, qui vise à définir les activités économiques durables, est un non-sens absolu ! Cette décision porte un coup fatal à un texte déjà bancal en ne réservant plus les financements labellisés durables aux seules énergies renouvelables. Une fois de plus, la Commission est prise la main dans le sac de l'hypocrisie écologique : elle vante son leadership climatique puis fixe des objectifs qui ne permettent pas de tenir les cibles de l'accord de Paris ! Elle promet un pacte vert, mais ne débloque qu'une fraction des financements nécessaires tout en continuant de verser massivement des subventions à des infrastructures fossiles.

Mais la Commission n'est pas la seule responsable dans ce dossier qui aurait pu prendre une autre tournure sans l'intervention d'Emmanuel Macron. Le soi-disant « champion de la Terre » a engagé un bras de fer avec ses plus proches partenaires européens pour défendre son obsession du nucléaire. Alors qu'en France, il agitait le débat public en proposant d'inscrire la protection de l'environnement dans la Constitution, il s'activait à Bruxelles pour sauver ses EPR. Quitte à se compromettre avec le pire du pire en Europe. Macron a pris la tête d'une coalition de l'horreur avec les pays gaziers et toute l'extrême droite européenne, y compris Viktor Orban. Il a affiché publiquement son amicalité de l'irresponsabilité climatique en faisant signer des tribunes à ses ministres avec ses alliés honteux. Il est même allé jusqu'à menacer de bloquer tout le processus si le nucléaire était laissé de côté. Tout ça « en même temps » qu'il se pavanait à la COP26 pour donner des leçons à la terre entière et vanter son bilan écologique pourtant désastreux.

En imposant à toute l'Europe sa vision pro-nucléaire, Emmanuel Macron s'est même mis à dos un certain nombre d'États européens. La coalition allemande a qualifié l'inclusion du nucléaire de dangereuse et de greenwashing. L'Autriche et le Luxembourg comptent poursuivre la Commission en justice si elle va au bout de son projet. À la tête de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, déjà critiquée pour être instrumentalisée au service de sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron enterre toute possibilité pour la France de peser dans le jeu européen et d'agir pour le climat. Le futur président élu en avril aura trois mois pour corriger le tir : le gouvernement de l'Union populaire tournera définitivement la page de ce quinquennat d'irresponsabilité climatique pour engager immédiatement la planification écologique.

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

Partie 2 – Mercredi 12 janvier 2022

Une erreur fondamentale face à l'urgence climatique



Neil Makaroff

Responsable Europe au Réseau Action Climat

La taxonomie verte européenne est un label qui définit ce qui est bon pour le climat et l'environnement. Elle est ainsi censée mettre fin au greenwashing (ou écoblanchiment) en Europe et orienter les investisseurs privés comme publics vers la transition écologique. Or, en labellisant le nucléaire et le gaz fossile comme « énergies de transition », la Commission européenne fait exactement le contraire : elle a contribué à une grande opération de greenwashing qui risque de mettre en danger l'atteinte des objectifs climatiques de l'Union. Une erreur fondamentale qui pourrait coûter cher à la transition énergétique du continent. Des milliards d'euros censés être dédiés au climat, c'est-à-dire à la rénovation des logements ou encore au développement des énergies renouvelables, par exemple, pourront être détournés pour financer la construction de nouvelles centrales à gaz ou nucléaires.

Le gaz ne devrait pas obtenir ce label, tout simplement car il s'agit d'une énergie fossile qui est passée devant le charbon au palmarès des émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur électrique en Europe. L'Agence internationale de l'énergie estime que les pays industrialisés devraient fermer leurs centrales à gaz d'ici à 2035 pour espérer limiter le réchauffement climatique à +1,5°C. Classer le gaz fossile comme « énergie de transition » revient à soutenir la construction de nouvelles centrales et infrastructures gazières, qui auront une durée de vie de trente à quarante ans au minimum. Au mieux, il s'agira d'un gaspillage d'argent public dans des centrales à gaz et gazoducs qui seront très vite abandonnés face à l'urgence climatique, au pire de l'enterrement de nos objectifs climatiques, entraînant celui de l'accord de Paris. La Commission elle-même reconnaît que la consommation de gaz fossile devrait décliner d'au moins 25 % d'ici à 2030 pour que l'Europe ait une chance d'atteindre son objectif climatique.

Quant au nucléaire, l'extrême lenteur de son développement et les retards accumulés sur tous les chantiers de construction de réacteurs en Europe confirment que la notion de « transition » est peu appropriée. Il faut en moyenne quinze ans pour obtenir le premier électron d'une centrale nucléaire. Le nucléaire ne nous permettra donc pas de baisser nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Cela, alors que les prochaines années vont être cruciales pour freiner le dérèglement climatique. Par ailleurs, le nucléaire ne répond pas au critère fondamental de la taxonomie européenne : ne pas causer de préjudice important à l'environnement. Certes, il coche la case des faibles émissions de GES, mais les risques sur l'environnement qui lui sont associés ou encore la question des déchets ne permettent pas de qualifier cette énergie de « durable ».

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

En faisant le choix de labelliser le gaz fossile et le nucléaire comme des énergies de transition, la Commission européenne renie les principes scientifiques à l'origine de la taxonomie verte. Elle a fini par céder à la pression de plusieurs États membres, en particulier la France, au premier plan dans cette bataille en faveur du nucléaire et du gaz fossile. Alors que s'ouvre la présidence française du Conseil de l'Union européenne, l'influence de Paris aura abouti à un deal toxique pour le climat et la transition énergétique en Europe.

L'énergie nucléaire est incontournable



Marie-Claire Cailletaud

Responsable confédérale CGT en charge de l'industrie

Le débat sur la taxonomie est tendu car les mesures prises vont avoir un impact considérable sur le développement des énergies qui sont essentielles pour notre vie. Si, au démarrage, seules les énergies renouvelables étaient concernées, la taxonomie comprendrait à ce jour le nucléaire et le gaz, sous conditions et comme énergies de transition. Quant aux aides d'État, outre les énergies renouvelables (ENR), on y trouve le gaz, mais le nucléaire en est exclu.

Sortons du débat dans lequel on veut nous enfermer sur qu'est-ce qu'une énergie propre, car toutes les formes de production d'énergie ont des avantages et des inconvénients. Il n'y a pas d'énergie miracle, comme il n'y a pas de sauveur suprême. La question est de savoir à quel problème on veut répondre. Sur le papier, c'est clair : il s'agit d'accélérer la lutte contre le réchauffement climatique, donc de favoriser, via les financements et aides, les secteurs et technologies qui nous permettent de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'atteindre la neutralité carbone. Sous cet angle, il n'y a pas débat. L'énergie nucléaire est, comme l'indique le Giec, incontournable pour répondre à ce défi énorme. Toute politique énergétique devrait s'appuyer sur une production décarbonée et pilotable, et tant que nous ne saurons compenser l'intermittence des ENR qu'avec du gaz, il paraît déraisonnable de se priver de produire de l'électricité à partir de l'atome, en particulier quand on maîtrise la technologie. De ce fait, on a du mal à comprendre pourquoi le nucléaire est indiqué comme énergie de transition, compte tenu des temps longs qui le caractérisent et des potentialités ouvertes par les futures générations de réacteurs.

La lutte acharnée pour exclure le nucléaire de la taxonomie et des aides d'État ne peut se résumer à l'inquiétude quant au sort des déchets ou aux conséquences d'un accident grave. Rappelons que, en France, nous avons l'Autorité de sûreté nucléaire et l'Institut de radioprotection et de sécurité du nucléaire, et que la meilleure garantie sur l'avenir, ce sont les conditions de travail de tous les salariés du secteur.

Mais, cette étape met en évidence le poids du gouvernement allemand sur la Commission européenne et ses orientations. Concernant la politique énergétique, qui est de la responsabilité des

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

États, la France et l'Allemagne ont fait des choix divergents. La forte interconnexion européenne implique que les décisions des uns ont des conséquences sur les autres.

L'Allemagne a décidé de fermer ses centrales nucléaires, et a donc besoin du gaz pour piloter sa production quand il n'y a pas de vent ou de soleil. Elle va remplacer son lignite, très polluant, par du gaz (qui émet quand même des GES). C'est la raison pour laquelle l'ancien chancelier Schröder est membre du conseil d'administration de Gazprom et que le gazoduc Nord Stream est un enjeu majeur pour l'Allemagne. Celle-ci veut imposer ses choix aux autres pays, en particulier à la France qui possède un parc nucléaire qui fournit les trois quarts de sa production d'électricité sans émettre de GES et à un prix défiant toute concurrence. Ce qui lui a valu, depuis des décennies, des attaques de la Commission européenne pour tenter de détruire EDF, considéré comme un obstacle. Cela a conduit à l'ineptie de la loi NOME, qui contraint l'entreprise à vendre un quart de sa production à bas coût à ses concurrents. C'est également la mise en demeure d'ouvrir les barrages hydrauliques à la concurrence. L'Allemagne veut étendre son hégémonie en Europe et, sur le sujet énergie, elle doit tordre le bras à la France. Ce qui se joue principalement n'est pas le climat, mais le coût de l'énergie.

Autrefois, l'Allemagne et la France constituaient le moteur de l'Union européenne. Rappelons que l'EPR est, au départ, un réacteur franco-allemand.

Aujourd'hui, l'Allemagne tente d'imposer ses choix en matière d'énergie, basés principalement sur les ENR. Et, par son influence sur la Commission européenne, elle pousse à mettre le nucléaire hors jeu. Ce n'est certainement pas la manière de construire une Europe solidaire capable de faire face aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Investir dans les économies d'énergie et les renouvelables



Nicolas Nace

Chargé de campagne transition énergétique à Greenpeace France

Financer le développement du gaz fossile et du nucléaire freine la lutte contre les changements climatiques. En proposant de les catégoriser comme énergies de transition, la Commission européenne cède aux pressions politiques, en particulier à celle du président français. À défaut d'avoir un plan concret pour la filière nucléaire française, Emmanuel Macron a choisi de la défendre très symboliquement à Bruxelles. Il n'a pas lésiné sur les compromissions, en faisant du gaz fossile, gros émetteur de CO₂, une monnaie d'échange pour pousser à l'inclusion du nucléaire. Une nouvelle preuve, s'il en était besoin, du cynisme climatique d'Emmanuel Macron, grand adepte des fausses solutions et de mesures cosmétiques en matière d'écologie.

Le gaz fossile est une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité en Europe. Encourager les investissements dans le gaz fossile en le classant

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

comme énergie de transition ne fera qu'exacerber son impact dévastateur sur le climat. L'énergie nucléaire génère des déchets hautement radioactifs qui doivent être gérés pendant des milliers d'années. À ce jour, aucune solution viable à long terme n'a été trouvée pour ces déchets. Les centrales nucléaires européennes sont vieillissantes : elles fonctionnent depuis plus de trente-six ans en moyenne. Leurs arrêts inopinés se multiplient, obligeant à un recours accru aux centrales à gaz, à charbon ou au fioul, extrêmement polluantes. Par ailleurs, alors que l'urgence climatique exige des actions radicales d'ici à 2030, le nucléaire est hors délai. Selon le Giec, il faut actuellement entre dix et dix-neuf ans pour construire un nouveau réacteur. L'EPR de Flamanville, en chantier depuis près de quinze ans, et dont le coût a été multiplié par 6, illustre la lenteur de déploiement du nucléaire et le gâchis d'argent public qu'il peut entraîner. Si la Pologne continue à faire fonctionner ses centrales à charbon pendant plus de quinze ans dans l'attente d'EPR, il sera trop tard au regard de l'urgence climatique.

Pourtant, l'énergie verte existe bel et bien. C'est d'abord l'énergie qui n'est pas consommée et pas produite. Les mesures d'économie d'énergie sont donc les plus urgentes à mettre en place et les plus efficaces : rénovation énergétique des bâtiments, développement des infrastructures cyclables et des transports en commun, limitation des panneaux publicitaires lumineux et de l'éclairage public. Les énergies renouvelables sont également essentielles pour atteindre au plus vite la neutralité carbone – donc limiter l'ampleur des changements climatiques – et remplacer les centrales fossiles et les centrales nucléaires vieillissantes. Il faut développer différentes énergies renouvelables, qui sont complémentaires : éolien terrestre, éolien en mer, photovoltaïque, etc., ainsi que les réseaux, les systèmes de stockage et de recyclage.

La taxonomie verte européenne peut encore être réorientée pour être véritablement au service de la transition écologique et non un outil de greenwashing. Dans le secteur énergétique, les investissements doivent se concentrer sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables, sous-développées en France mais les plus efficaces pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, tout en protégeant la planète.

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

Partie 3 – Mardi 18/01/2022

Rappel des faits La Commission a présenté son projet de labellisation verte. Les 27 pays de l'Union européenne doivent se prononcer avant le 21 janvier. Avec les contributions de **Peppino Terpolilli**, chercheur en géoscience retraité, responsable syndical et **Louis Mazuy**, ingénieur retraité de Framatome, ancien responsable syndical et politique et de **Paul Schreiber**, chargé de campagne à l'ONG Reclaim Finance

Le nucléaire, une technologie durable qui mérite une maîtrise publique

Peppino Terpolilli, chercheur en géoscience retraité, responsable syndical et Louis Mazuy, ingénieur retraité de Framatome, ancien responsable syndical et politique.

L'urgence climatique s'impose à tous, mais les choix énergétiques retenus par les différents pays européens sont différents. La taxonomie européenne conditionne les financements nécessaires pour atteindre les objectifs retenus au niveau des différentes stratégies de décarbonation en Europe. Sa récente version proposée, intégrant le nucléaire et le gaz, surprend des commentateurs.

Pour le nucléaire, c'est la reconnaissance du fait que c'est une énergie pilotable, ne produisant pas de gaz à effet de serre (GES) en fonctionnement et très peu tout au long du cycle. Le document de la Commission reconnaît qu'il existe une solution fiable au problème des déchets et que la fermeture du cycle, avec les réacteurs de 4e génération, porterait les réserves en combustible, qui sont actuellement de plusieurs centaines d'années, à plusieurs milliers d'années. C'est donc une énergie durable, avec plusieurs pays producteurs de combustible.

La présence du gaz dans le texte peut effectivement surprendre, car la production et la combustion de cet hydrocarbure produisent des GES (du méthane et du CO²). Plusieurs pays européens sont concernés, notamment l'Allemagne qui abandonne le nucléaire et développe beaucoup de renouvelables (EnR), éolien et photovoltaïque. Elle souhaite remplacer ses centrales à charbon, nécessaires pour suppléer le comportement aléatoire du vent et du soleil, par des centrales à gaz moins émettrices (- 40 %) de CO². Notons le caractère très variable de ces renouvelables qui fragilise la sécurité du réseau de distribution électrique. Cela illustre la difficulté de se passer des combustibles fossiles, qui représentent plus de 80 % de l'énergie primaire produite dans le monde.

C'est aussi l'idée de la possibilité de scénarios de production électrique tout EnR qui rencontre diverses limites. Les scénarios existants s'appuient peu ou prou sur les travaux de l'association négaWatt en France, qui suivent ceux du Pr Jacobson à Stanford. Ces travaux reposent beaucoup sur une « hypothèse » cruciale, le fait que la consommation d'électricité en 2050 serait pratiquement la même que celle d'aujourd'hui. Au regard de la nécessité de reporter massivement les usages de l'énergie sur l'électricité pour réellement sortir des énergies fossiles et du fait de l'augmentation des populations, cette « hypothèse » apparaît douteuse. Elle est d'ailleurs contredite en France par la

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

majorité des prospectives faites par le gestionnaire du Réseau de transport d'électricité (RTE) et par les différentes académies. Ce n'est pas la seule critique aux scénarios EnR majoritaires. Notons que, en 2021, la consommation en proportion des EnR en Allemagne a baissé, alors que de nouvelles unités de production de ce type ont été raccordées au réseau.

Mais, tout n'est pas réglé au niveau européen. En particulier, la Direction générale de la concurrence concocte, sans consultation des gouvernements, la réforme des « lignes directrices » (qui définissent les règles permettant aux États d'octroyer des aides aux entreprises), qui exclut le nucléaire mais inclut le gaz. Une telle exclusion pénalise le nucléaire, technologie du temps long, particulièrement sensible au taux de rémunération du capital emprunté.

Une des conclusions du récent rapport RTE est que le renouvellement du parc de centrales nucléaires nécessite un engagement fort et urgent de l'État. Ce n'est pas l'orientation du macronisme. L'électronucléaire impose des contraintes de sûreté et de maîtrise publique posant problème à la gouvernance néolibérale en raison de la durée très longue d'amortissement des capitaux et de la contrainte du respect des règles de sûreté. Cela justifie une maîtrise publique mettant en cause le dogme de l'efficacité du marché.

La porte ouverte à un greenwashing massif

Paul Schreiber, chargé de campagne à l'ONG Reclaim Finance

Le gaz et le nucléaire sont-ils durables ? La question est devenue de plus en plus politique, alors que l'Union européenne (UE) finalise sa taxonomie censée identifier les activités contribuant à la transition écologique pour favoriser leur développement. D'abord technique, avec l'ambition de produire une taxonomie « fondée sur la science », ce processus a été court-circuité par un lobbying intensif de l'industrie gazière et nucléaire bénéficiant du soutien d'une coalition d'États membres menée par un gouvernement français prêt à tout pour favoriser l'atome.

Pourtant, pour se voir octroyer le précieux sésame de durabilité, toute activité doit contribuer à un ou plusieurs des six objectifs de la taxonomie – la lutte contre le changement climatique, l'adaptation au changement climatique, l'utilisation durable de l'eau et des ressources marines, l'économie circulaire, la prévention des pollutions et la préservation des écosystèmes –, sans être significativement préjudiciable à aucun autre de ces objectifs. En suivant cette définition fixée par le règlement européen, le gaz comme le nucléaire ne sont pas durables.

D'un côté, le gaz fossile est un obstacle à la lutte contre le changement climatique. Il est responsable de 60 % des émissions de méthane dues à la production d'énergies fossiles et, de son extraction à sa combustion, il peut émettre autant de gaz à effet de serre (GES) que le charbon. En Europe, il est déjà le plus grand émetteur de GES du secteur énergétique. Comme les travaux des Nations unies l'indiquent, la production et la consommation mondiales de gaz fossile doivent drastiquement diminuer pour respecter l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C.

Débat énergie nucléaire - HQ-11-18/01/2022

De l'autre côté, le nucléaire pourrait porter atteinte à plusieurs des objectifs environnementaux de la taxonomie. Le risque d'accident ne peut être totalement écarté – avec des conséquences majeures sur l'environnement, la biodiversité et les vies humaines – et la production d'énergie nucléaire comme le stockage de ses déchets peuvent générer des pollutions radioactives. Le stockage géologique n'est pas encore mis en œuvre et sa sécurité à long terme reste incertaine, notamment en raison de mouvements géologiques imprévisibles et des échelles de temps en jeu – pouvant s'étendre sur des milliers d'années pour les déchets les plus radioactifs.

Les champions du gaz et du nucléaire ont des arguments simples : le gaz est moins polluant que le charbon et le nucléaire est une énergie bas carbone. Problème : ce n'est pas suffisant pour faire de ces énergies des énergies durables. Ainsi, la construction de nouvelles centrales à gaz empêcherait l'Union européenne de décarboner sa production d'électricité pendant des décennies, alors même que les énergies renouvelables peuvent lui fournir de l'électricité propre à bas coût et remplacer le charbon. Et, même en écartant tout accident majeur, les centrales nucléaires génèrent des déchets radioactifs, dont le stockage plus que complexe ne peut être garanti « durable ».

En classant le gaz et le nucléaire comme énergies de transition, l'UE ouvrirait la porte à un greenwashing massif. La tromperie est de taille : les Français et Européens qui se voient proposer des produits financiers « alignés avec la taxonomie » par leur banquier ou conseiller financier, et pensent alors contribuer à la transition, pourront sans le savoir favoriser la construction de nouvelles centrales à gaz ou de réacteurs nucléaires.